

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 21 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**TEPF**

BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_2023-09-06\_RAPVI\_Cessation-R5N\_NBK\_25349  
Code AIOT : 0006201753

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2023 dans l'établissement TEPF implanté sur la plateforme chimique de Carling - Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 13/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport vaut visite de récolement de la cessation partielle d'activité au droit de l'ancien bac R5N.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEPF
- Établissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201753
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) anciennement Total Petrochemicals France (TPF) a déclaré 3 cessations partielles d'activités sur le périmètre de la zone dite du « Stockage NORD » sur la plateforme chimique de Carling - Saint-Avold pour les unités de stockage R1N, R4N et R5N, ceci en application de l'article R512-39-1 du code de l'environnement dans sa version en vigueur du 12 juillet 2011 au 1 juin 2022.

L'exploitant destine ces terrains à de futurs usages industriels. À cet effet il a procédé au démantèlement de 3 bacs en vue de 2 projets portés par des tiers :

1. une installation de panneaux photovoltaïques à l'emplacement de R5N ;
2. un site de stockage et de distribution de produits chimiques aux emplacements de R1N et R4N.

L'ancien bac R5N servait au stockage de 45 000 m<sup>3</sup> maximum de naphta, produit issu de la distillation du pétrole. Ce réservoir était par ailleurs entouré de merlons et d'équipements connexes tels que des canalisations.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative, notification ;
- situation administrative, usage futur ;
- absence d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
- mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionné à l'article L. 511-1.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022	/	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article R.512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022	/	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022	/	Sans objet
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déposer sa demande d'institution d'une servitude d'utilité publique, ceci dans un délai de 1 mois

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative, notification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]
<b>Constats :</b> La cessation d'activité de l'unité de stockage R5N a été déclarée au préfet le 18 mars 2015 par courrier référencé TPF/CLG/QHSEI/MLG/L047/2015.
<b>Observations :</b> Sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative, usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.  II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R.512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.  III. À défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant est propriétaire du terrain concerné par la procédure de cessation d'activité. TPF a transmis à l'inspection la copie d'un courrier daté du 14/08/2020 (TPF/CLG/QHSEI/NL/L063/2020) sollicitant la communauté d'agglomération de Saint-Avoid Synergie pour avis sur un futur usage industriel de l'ensemble de la zone de stockage Nord (R5N compris). Lors de la visite, l'exploitant indique qu'aucun avis n'a été émis par la collectivité territoriale.
<b>Observations :</b> L'inspection relève que la proposition initiale d'usage futur de la zone R5N, activité logistique de produit chimique, diffère de celle retenue, un parc photovoltaïque. Pour autant le type d'usage futur reste identique : à savoir un usage futur de type industriel.  Aussi, en l'absence de réponse de la communauté d'agglomération de Saint-Avoid Synergie, l'usage futur applicable à la zone R5N est l'usage de type industriel conformément aux points II et III de l'article R512-39-2 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Absence d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à Monsieur le préfet plusieurs études précisant les mesures adoptées afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, ceci compte tenu du ou des types d'usages prévus pour le site de l'installation. Il s'agit en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>• du plan de gestion (TPF/CLG/QHSEI/CR-MG/L012/2021), qui explicite les travaux de remise en état du site avec le retrait des installations existantes et le traitement des pollutions concentrées ;</li><li>• après travaux de l'analyse des risques résiduels (ARR) en vue d'un usage futur :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ de l'analyse des risques résiduels prédictive Zone R5N Carling (57), 26 octobre 2021 et qui reprend et complète les éléments du rapport du point précédent,</li><li>◦ du complément à l'analyse des risques résiduels prédictive Zone R5N Carling (57), 7 avril 2023 (TPF/CLG/QHSEI/NL/L019/2023).</li></ul></li></ul> <p>La surveillance de la qualité des eaux souterraines de la zone de stockage nord (dont R5N) est à ce jour réalisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral 2012-DLP-BUPE-576.</p> <p>Lors de la visite de récolement de la zone R5N, l'inspection des installation classées constate la mise en sécurité et la remise en état du site, plusieurs photos sont présentées en annexe, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le retrait de la cuve de stockage de naphta (illustration 2) ;</li><li>• l'absence d'équipements ou d'ouvrages connexes à l'activité de stockage de naphta ;</li><li>• la présence de sorties de gaines électriques en bordure sud du terrain ;</li><li>• la présence sur l'essentiel de la surface d'un sol nivelé recouvert par une végétation uniforme de type prairie à l'exception de la zone référencée C53a (à l'est / illustration 3), partiellement gravillonnée avec quelques eaux stagnantes liées au passage de véhicules ;</li><li>• une végétation entretenue et tondue ;</li><li>• l'absence d'odeur perceptible émanant du sol ;</li><li>• l'absence de traces visibles de pollution ;</li><li>• l'existence de 3 têtes de protection de prélèvements cadénassées :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ 2 piézomètres (est / ouest),</li><li>◦ un piezair muni d'un tube de plus petit diamètre (sud / illustration 4),</li></ul></li><li>• la présence d'une enceinte grillagée délimitant la zone avec une clôture de 2 m et un portail d'accès verrouillé (illustration 1).</li></ul> <p>La mise en sécurité, la dépollution ainsi que la remise en état du site ont été réalisées en vue d'un usage futur de type industriel.</p>
<b>Observations :</b>  La section non végétalisée observable à l'est du site présente des ornières liées au passage de véhicules (photographie en annexe) ainsi que des traces de gravillons. Il n'a pas été identifié dans la bibliographie disponible d'équipement ou de pollution particulière à cet endroit. Au vu des observations <i>in situ</i> , l'aménagement du site est donc compatible avec les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en vue d'un usage futur de type industriel avec des panneaux photovoltaïques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> lettre préfectorale L'inspection propose à Monsieur le préfet de Moselle d'adresser à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le constat par procès-verbal de l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux au titre de l'article R512-39-3 du code de l'environnement.</li></ul>

#### N° 4 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures prises ou prévues pour la protection des intérêts de l'art. L.511-1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</li> <li>2. Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</li> <li>3. En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</li> <li>4. Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</li> </ol> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance de la qualité des eaux souterraines est à ce jour réglementée par l'arrêté préfectoral 2012-DLP-BUPE-576 qui couvre l'ensemble du site TEPF.</p> <p>L'exploitant a transmis au préfet plusieurs études précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usages prévus pour le site de l'installation. Il s'agit en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du rapport Investigations complémentaires avant démantèlement Zone Stockage Pétro Nord (R5N), 20 mars 2017, émis en amont des travaux de réhabilitation ;</li> <li>• du plan de gestion TPF/CLG/QHSEI/CR-MG/L012/2021, qui explicite les travaux de remise en état du site avec le retrait des installations existantes et le traitement des pollutions concentrées.</li> <li>• après travaux de l'analyse des risques résiduels (ARR) en vue d'un usage futur : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ de l'analyse des risques résiduels prédictive Zone R5N Carling (57), 26 octobre 2021 et qui reprend et complète les éléments du rapport du point précédent,</li> <li>◦ du complément à l'analyse des risques résiduels prédictive Zone R5N Carling (57), 7 avril 2023.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'exploitant s'est par ailleurs engagé à proposer des servitudes d'utilité publiques (SUP) sans les détailler dans son courrier du 12 avril 2023 référencé TPF/CLG/QHSEI/NL/L019/2023. Lors de la visite l'exploitant a déclaré attendre le rapport de récolement pour transmettre sa proposition de SUP, le dossier ayant par ailleurs été produit.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Au regard des éléments apportés par l'exploitant, l'implantation de bâtiments accueillant des activités industrielles ou de bureaux est compatible avec les risques sanitaires identifiés. L'usage futur industriel de production d'électricité par panneaux photovoltaïques, avec le cas échéant des locaux techniques, est possible. Cette compatibilité est à mettre en perspective des contraintes applicables identifiées dans l'ARR.</p> <p>Il est à noter que dans le cadre du futur PLU de la ville de l'Hôpital le périmètre de l'ancienne unité de stockage R5N devrait passer d'un classement UX (zone d'activité industrielle) à N (zone naturelle).</p> <p>Considérant que la durée de vie usuelle des installations photovoltaïques est d'environ 25 ans, il est utile de s'assurer dans la durée du respect des contraintes applicables à l'ancienne unité de stockage R5N. Ceci passe en particulier par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une gestion des déblais garantissant l'absence de contact direct avec les contaminations</li> </ul>

- identifiées ainsi que l'inhalation de poussières ;
- une campagne de prélèvement des gaz des sol afin de lever les possibles incertitudes liées aux variations saisonnières ;
- la disponibilité d'une information spécifique des travailleurs susceptible d'être exposés aux substances à enjeu sanitaire mises en évidence.

L'inspection des installations classées note que la zone R5N dispose d'équipements utiles à un futur suivi environnemental et notamment de :

- 2 piézomètres, dont un réglementé par arrêté préfectoral ;
- un piezair employé lors de l'analyse de risque résiduel (R5N 18-04).

**Type de suites proposées : avec suite**

**Proposition de suites : lettre préfectorale**

L'inspection propose à Monsieur le préfet de Moselle d'adresser à l'exploitant :

- Par lettre préfectorale : un rappel de son engagement de déposer un dossier de servitude d'utilité publique, ceci dans un délais de 1 mois. À l'issue de ce délais, en application de l'article R512-39-4 du code de l'environnement, le préfet sera fondé à imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.